

Département de la Seine-Maritime  
Arrondissement du Havre

-----  
Mairie  
de  
Trouville-Alliquerville  
76210

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### DU CONSEIL MUNICIPAL

### DE LA COMMUNE DE TROUVILLE-ALLIQUERVILLE (76210)

L'an deux mil vingt-trois, le quinze du mois de juin à vingt-heures trente, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de Christian PARIS, Maire.

Date de convocation : 08/06/2023

Etaient présents : M. Paris, Mme Desrivières, M. Leroux, Mme Evrard, M. Roussel, M. Berger, Mme Delahays, Mme Cabot, M. Lucas, Mme Verdière, Mme Gréaume.

Excusé(s) :  
M. Gréaume

Nombre de conseillers :

-En exercice : 14  
-Présents : 11  
-Votants : 11

Absent(s) :  
Mme Benard  
M. Ferry

### 138/ Convention de gestion de réfections de trottoirs

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la convention de gestion de réfection des trottoirs est, pour Caux Seine agglo, le moyen de confier aux communes, à titre expérimental, la réfection et l'entretien de leurs trottoirs en leur attribuant une somme spécifique à chacune, calculée selon le nombre d'habitants et un coût de réfection au mètre carré, soit de la façon suivante :

- 1 m<sup>2</sup> de trottoir pour 10 habitants par commune.
- Le coût du m<sup>2</sup> est estimé à 60€.
- Ce qui donne un coût de 6€ par habitant par commune.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal autorise Mr le Maire à signer la convention et toute autre acte y afférent.

Pour extrait certifié conforme.  
Fait à Trouville-Alliquerville,  
Le 19 Juin 2023



Christian PARIS, Maire

Département de la Seine-Maritime  
Arrondissement du Havre

-----  
Mairie  
de  
Trouville-Alliquerville  
76210

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### DU CONSEIL MUNICIPAL

### DE LA COMMUNE DE TROUVILLE-ALLIQUERVILLE (76210)

L'an deux mil vingt-trois, le quinze du mois de juin à vingt-heures trente, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de Christian PARIS, Maire.

Date de convocation : 08/06/2023

Etaient présents : M. Paris, Mme Desrivières, M. Leroux, Mme Eyrard, M. Roussel, M. Berger, Mme Delahays, Mme Cabot, M. Lucas, Mme Verdière, Mme Gréaume.

Excusé(s) :  
M. Gréaume

Nombre de conseillers :

-En exercice : 14  
-Présents : 11  
-Votants : 11

Absent(s) :  
Mme Benard  
M. Ferry

### 138/ Convention de gestion de réfections de trottoirs

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la convention de gestion de réfection des trottoirs est, pour Caux Seine agglo, le moyen de confier aux communes, à titre expérimental, la réfection et l'entretien de leurs trottoirs en leur attribuant une somme spécifique à chacune, calculée selon le nombre d'habitants et un coût de réfection au mètre carré, soit de la façon suivante :

- 1 m<sup>2</sup> de trottoir pour 10 habitants par commune.
- Le coût du m<sup>2</sup> est estimé à 60€.
- Ce qui donne un coût de 6€ par habitant par commune.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal autorise Mr le Maire à signer la convention et toute autre acte y afférent.

Pour extrait certifié conforme.  
Fait à Trouville-Alliquerville,  
Le 19 Juin 2023



Christian PARIS, Maire

Département de la Seine-Maritime  
Arrondissement du Havre

.....  
Mairie  
de  
Trouville-Alliquerville  
76210

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### DU CONSEIL MUNICIPAL

### DE LA COMMUNE DE TROUVILLE-ALLIQUERVILLE (76210)

L'an deux mil vingt-trois, le quinze du mois de juin à vingt-heures trente, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de Christian PARIS, Maire.

Date de convocation : 08/06/2023

Etaient présents : M. Paris, Mme Desrivières, M. Leroux, Mme Evrard, M. Roussel, M. Berger, Mme Delahays, Mme Cabot, M. Lucas, Mme Verdière, Mme Gréaume.

Excusé(s) :  
M. Gréaume

Nombre de conseillers :

-En exercice : 14

-Présents : 11

-Votants : 11

Absent(s) :  
Mme Benard  
M. Ferry

### 137/ Délibération portant désignation des référents déontologues des élus

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale prévoit notamment que tout élu local peut consulter un référent déontologue, chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local.

La charte de l'élu local, pour sa part, est prévue par l'article L 1111-1-1 du CGCT et repose sur sept engagements :

1. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.
2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.
5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217607159-20230620-202318-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/06/2023

6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.

7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

Les modalités et les critères de désignation des référents déontologues sont prévus par le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local.

Ainsi, le référent déontologue est désigné par l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement.

Les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences. Le référent déontologue est tenu au secret professionnel et à la discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Le décret prévoit que la fonction de référent déontologue peut être exercée par :

-Une ou plusieurs personnes n'exerçant, au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées, aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêts

-Un collège, composé de personnes répondant aux mêmes conditions, qui adopte un règlement intérieur précisant son organisation et son fonctionnement

Monsieur le Maire précise qu'il appartient donc au Conseil Municipal de désigner un ou plusieurs référents déontologues des élus satisfaisant aux conditions précitées.

A ce titre, le Centre de Gestion de la Seine-Maritime et l'Association Départementale des Maires de Seine-Maritime, en leur qualité de tiers de confiance, proposent de recenser des référents déontologues des élus et d'organiser leur saisine afin de garantir un processus confidentiel. Il s'agit de référents déontologues qui répondent aux conditions prévues par le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local et dont la liste est annexée à la présente délibération.

Les élus des collectivités et établissements publics pourront ainsi adresser directement leurs requêtes sur une boîte mail mise à disposition : [adm76-deontologiedeselus@cdg76.fr](mailto:adm76-deontologiedeselus@cdg76.fr). Cette boîte mail ne pourra être lue que par les seuls référents déontologues. Les saisines auront lieu uniquement par écrit, sur un formulaire dédié et mis à disposition des élus.

Les réponses aux saisines seront transmises directement par le ou les référents déontologues à l'adresse électronique indiquée par l'élu demandeur.

L'élu demandeur aura la possibilité de solliciter, au choix, l'avis de l'un des référents déontologues. Toutefois, s'il juge sa demande complexe, l'élu pourra solliciter simultanément l'avis de deux référents déontologues.

Les référents déontologues seront indemnisés, après vérification du service fait, par le Centre de Gestion dans les conditions de l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local :

-80€ par dossier sur présentation d'un justificatif mentionnant uniquement le nom de la collectivité ou de l'établissement public dont relève l'élu ainsi que la date de la saisine.

-160€ par dossier si l'élu a sollicité l'avis des deux référents pour une demande complexe ; La vacation sera acquittée par le CDG 76 selon les mêmes modalités.

Le montant de la vacation sera ensuite facturé par le CDG 76 à la collectivité ou l'établissement public à prix coûtant. En sa qualité de tiers de confiance, le CDG 76 certifiera le service fait sans que la collectivité ou l'établissement public ait accès au nom de l'élu et au motif de la saisine.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217607159-20230620-202318-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/06/2023

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code Général de la Fonction Publique,
- Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,
- Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,
- Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local.
- Prend connaissance des dispositions de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale et du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,
- Désigne, pour la durée restant à courir du mandat, les référents déontologues des élus dont la liste est annexée à la présente délibération
- Autorise le Maire à faciliter la saisine confidentielle des référents déontologues par les élus du Conseil Municipal, dans le respect d'une stricte confidentialité, selon les modalités précisées dans le présent rapport en partenariat avec l'Association des Maires et le Centre de Gestion de la Seine-Maritime.

Pour extrait certifié conforme.

Fait à Trouville-Alliquerville,  
Le 19 Juin 2023



Christian PARIS, Maire

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217607159-20230620-202318-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/06/2023

Département de la Seine-Maritime  
Arrondissement du Havre

-----  
Mairie  
de  
Trouville-Alliquerville  
76210

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### DU CONSEIL MUNICIPAL

### DE LA COMMUNE DE TROUVILLE-ALLIQUERVILLE (76210)

L'an deux mil vingt-trois, le quinze du mois de juin à vingt-heures trente, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de Christian PARIS, Maire.

Date de convocation : 08/06/2023

Etaient présents : M. Paris, Mme Desrivières, M. Leroux, Mme Evrard, M. Roussel, M. Berger, Mme Delahays, Mme Cabot, M. Lucas, Mme Verdière, Mme Gréaume.

Excusé(s) :  
M. Gréaume

Nombre de conseillers :  
-En exercice : 14  
-Présents : 11  
-Votants : 11

Absent(s) :  
Mme Benard  
M. Ferry

### 136/ Demande d'adhésion au SDE76 de la commune de Bolbec

Vu :

- Le code général des collectivités territoriales, CGCT, et notamment ses articles L5211-17 et 18, L5214-21, L5711-1 et suivants,
- La délibération du 9 février 2023 du conseil municipal de la ville de Bolbec demandant l'adhésion de cette dernière à toutes les compétences du SDE,
- La délibération du comité syndical du SDE du 21 février 2023 acceptant cette adhésion,
- Le projet de statuts du SDE76 modifié en ce sens,

Considérant :

- que la commune de Bolbec ne transfère pas de dette ou d'emprunt au SDE76,
- que l'adhésion de cette commune n'est possible qu'avec l'accord du comité syndical du SDE et de ses communes et établissements adhérents dans les conditions de majorité requises,
- que la consultation de la CDCI n'est pas requise,
- que chaque adhérent du SDE dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification par le SDE76 de sa délibération, pour se prononcer à son tour sur l'adhésion de la ville de Bolbec,
- qu'à défaut de délibération dans ce délai, la décision de l'adhérent est réputée DÉFAVORABLE),
- que la commune de Bolbec souhaite adhérer pour la totalité de son territoire,
- que la commune de Bolbec souhaite transférer au SDE76 les contrats de distribution électrique et gazière, les redevances des contrats de concessions électrique et gaz, ainsi que la redevance d'occupation du domaine public occupé par le réseau électrique,

- que la commune transfère le produit de la Contribution au Service Public de l'Energie (TCCFE) à partir de son adhésion au SDE, avec un effet fiscal au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**Proposition :**

Le projet d'adhésion de la commune de Bolbec au SDE76 est présenté au Conseil Municipal. Il est proposé :

- De refuser l'adhésion de la commune de Bolbec au SDE76,

**Décision :**

Oui cet exposé, après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **REFUSE** l'adhésion de la commune de Bolbec.

Pour extrait certifié conforme.

Fait à Trouville-Alliquerville,  
Le 19 Juin 2023



Christian PARIS, Maire